

COP 28 : les religions unies face à l'urgence climatique

Jamais une COP n'aura suscité autant de scepticisme. Le 30 novembre s'est ouverte à Dubaï, aux Émirats arabes unis, la 28ème Conférence des Parties, regroupant les États signataires de la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) adoptée lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992. Les Émirats arabes unis, monarchie pétrolière du golfe Persique et l'une des figures de proue d'une économie mondiale basée sur l'or noir, alors même que les appels à un abandon rapide des énergies fossiles se multiplient... Comme si le symbole ne suffisait pas, la COP 28 est présidée par le patron d'une des principales firmes pétrolières du pays. Alors que nombre de scientifiques et d'ONG parlent de cette COP comme d'une mascarade, et qu'Antonio Guterres, le secrétaire général de l'ONU, dénonce le manque de « volonté politique » pour éviter la « catastrophe » climatique, le monde des religions, lui aussi, se mobilise face à l'urgence. La sauvegarde de la création est une thématique qui prend une place croissante dans les milieux religieux – et c'est aussi le cas au Défap, où elle fait partie des priorités de son programme d'action. En France, à la veille de l'ouverture de la COP de Dubaï, la Conférence des responsables de culte a remis une lettre de plaidoyer à Emmanuel Macron.



© Maxpixel.net

Plaidoyer de la Conférence des responsables de culte en France vers la COP28

Paris, le 28 novembre 2023

Monsieur le Président,

Nous, représentants des confessions bouddhiste, juive, catholique, protestante, orthodoxe et musulmane de notre pays, vous interpellons solennellement en vue de la COP28, et plus largement, sur le profond bouleversement écologique et du vivant provoqué par les activités humaines. La France doit hisser sa réponse à la hauteur de l'urgence du bouleversement climatique en cours, au risque d'accélération de la perte de biodiversité et au dépassement des limites planétaires. Notre pays doit s'engager plus résolument encore qu'il ne l'a fait au niveau international.

« Nous avons ouvert les portes de l'enfer », affirme le secrétaire général des Nations unies. À tout le moins, alors

que notre monde s'approche peut-être d'un point de rupture, nous avons la responsabilité de sauvegarder les conditions d'habitabilité de la Terre pour nous et le vivant. Les scientifiques ne cessent d'alerter contre les graves périls qui nous menacent. La température augmente à un rythme inédit, à cause des émissions anthropiques de gaz à effet de serre (GES), d'abord produites par la combustion des énergies fossiles. Le seuil d'augmentation de 1,5 °C fixé par l'Accord de Paris pourrait déjà être atteint dans les six années à venir. Nous sommes dans une situation d'extrême urgence ; avec gravité, nous nous alarmons qu'elle ne soit pas reconnue comme telle. Nous nous inquiétons aussi de la remontée du climato-scepticisme.

Ensemble, nous lisons la crise climatique, et plus largement la crise écologique et sociale, non pas d'abord comme un problème technique ou du « faire », mais comme une véritable crise spirituelle et de civilisation, qui vient remettre en cause notre manière d'« être » au monde. Un changement de paradigme est nécessaire, grâce au renouvellement de notre imaginaire, à un discernement éthique collectif et à des décisions politiques radicales et courageuses.

Pour réussir la transformation écologique, nous appelons à une révolution de la sobriété, qui devra subordonner la recherche de performance à la primauté de la communauté de destin de l'ensemble du vivant, dans un monde accepté comme fini. Dans nos sociétés, les injonctions à la compétition, la confiance aveugle en la technique et l'orientation hédoniste d'une économie de la surabondance empêchent de reconnaître et de valoriser ces autres approches. Changer en profondeur requiert de constater que tout est lié sur Terre et au-delà, et de se convaincre que l'épanouissement de chacune et chacun passe par celui de toutes et tous, selon l'équité et la justice, et que la modération est promesse de nouvelles abondances. Nous sommes déterminés à nous engager dans ce sens, pour répondre à ce beau défi.

La diversité de nos traditions porte des accents et des convictions propres, qui font la richesse de notre contribution à une telle transformation. La tradition juive présente la promesse d'une terre à travailler et à préserver. Les femmes et les hommes découvrent un rapport à la terre relevant d'une habitation tendre (Psaume 37, 11). Ces messages consonnent dans le résumé de la Bonne Nouvelle de l'Évangile offert par les Béatitudes : « Bienheureux les doux, ils recevront la terre en héritage » (Matthieu 5, 5), lié à l'amour du prochain et à l'attention aux plus petits (Matthieu 25, 40), entraînant une option préférentielle pour les pauvres que le pape François exprime fortement dans son encyclique Laudato Sí. L'islam, qui présente la beauté de la faune et de la flore (Coran 80, 25-32) ou l'importance de l'eau comme source de toute vie (Coran 21, 30), invite l'être humain à l'humilité et à explorer les multiples possibilités de vivre en harmonie avec l'environnement (Coran 16, 80-81), en méditant aux conséquences d'une exploitation dévoyée du créé (Coran 30, 41). La voie bouddhiste souligne l'interdépendance de toutes choses et, face à l'ignorance et à l'avidité, encourage connaissance et bienveillance pour prendre soin des cinq éléments et « chérir tout le vivant avec un esprit sans limite et une bonté aimante infinie » (Soutra de l'amour universel – Metta Sutta).

Pour mettre en œuvre une vraie transformation, la COP28 sera un moment politique important. Nous appelons la France et l'Union européenne (UE) à un sursaut et à un engagement diplomatique renforcé. Car au regard d'études indépendantes, comme le rapport annuel du Haut- Conseil pour le Climat, nous avons de réelles inquiétudes concernant la réussite des politiques climatiques, la capacité des États à respecter leur parole et à engager les transformations nécessaires sans que les citoyens ne désertent le champ politique. L'action doit être drastique et sans délai. En tant que responsables religieux, nous nous engageons à soutenir auprès de tous les décisions fortes et exigeantes qui seraient prises. Les points

suivants nous paraissent essentiels :

- Il est vital de sortir à temps des énergies fossiles, en arrêtant immédiatement les investissements dans les nouveaux projets et en engageant la suppression des soutiens étatiques directs et indirects, tout en développant les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Nous appelons la France à jouer un rôle pionnier dans le portage, à travers l'UE et en son nom propre, d'un Traité de non-prolifération des combustibles fossiles.
- En ce sens, et afin de baisser effectivement les émissions de GES de 55 % par rapport à 1990, la France doit choisir démocratiquement un mode de vie plus sobre et intégralement lié à la justice sociale. Ici comme au Sud, les personnes les plus fragiles et les plus vulnérables, sont déjà et seront toujours davantage les premières victimes. Il n'y aura pas de transition sans justice.
- Un financement international pérenne et équitable doit être enfin assuré, pour les actions d'atténuation, d'adaptation et la prise en compte des pertes et dommages, en particulier au bénéfice des pays du Sud. Pour la majorité, ils subissent plus fortement les conséquences d'un phénomène dont ils sont les moins responsables. La mobilisation des 100 milliards de dollars par an, promis en 2009 par les pays du Nord, non seulement devra enfin être honorée, mais ne devra être qu'un début.
- La COP28 étant le moment du « bilan mondial » selon l'Accord de Paris, elle sera tournée vers les nouvelles contributions nationales déterminées (NDC), attendues pour 2025. Nous appelons l'UE, et la France en son sein, à préparer une NDC qui corrige les manquements de trajectoire et rehausse l'ambition. Nous resterons vigilants à ce processus.

Nous sommes convaincus, Monsieur le Président, qu'une transformation écologique juste de nos sociétés, en plus d'atténuer des menaces, ouvrira à une formidable opportunité. Elle offrira aux citoyens un sens renouvelé à la vie commune et recréera du lien autour d'un projet commun, désirable et motivant. Nous faisons confiance à la délégation française pour porter dans la COP 28 une vision audacieuse et engageante.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de notre haute considération.

Pasteur Christian Krieger, Président de la Fédération protestante de France

Monseigneur Eric de Moulins-Beaufort, Président de la Conférence des évêques de France

Monsieur Haïm Korsia Grand rabbin de France

Maître Chems-Eddine Hafiz, Recteur de la Grande Mosquée de Paris

Monsieur Mohammed Moussaoui, Président de l'Union des mosquées de France

Monseigneur Dimitrios, Président de l'Assemblée des évêques orthodoxe de France

Monsieur Antony Boussemart, Président de l'Union bouddhiste de France

Partir avec le Défap : les échanges, ça vous change

Échanges entre deux volontaires du Défap aux

expériences très différentes : Luc, qui part en mission en Tunisie, a une longue carrière dans l'humanitaire. Lisa, qui part au Cameroun, est encore étudiante. Deux regards croisés sur le volontariat à l'international, ce qu'on en attend, ce qu'on y vit, ce qu'il transforme chez les volontaires qui le vivent.



À gauche : Luc, envoyé du Défap en Tunisie ; à droite, Lisa, envoyée au Cameroun © Défap

Il n'y a pas d'âge pour être volontaire du Défap. C'est particulièrement vrai quand on part avec le statut de VSI (Volontaire de Solidarité Internationale). Certaines et certains finissent tout juste leurs études, voire sont encore en train d'hésiter sur leur orientation, et sont en quête d'une expérience à l'international, d'une ouverture, pour pouvoir affiner leurs choix. D'autres, au contraire, ont une vie professionnelle déjà bien remplie et peuvent donner de leur temps et de leur expérience.

Pour ce mois de novembre 2023, « Courrier de mission », l'émission du Défap diffusée sur Fréquence protestante, met en dialogue deux de ces volontaires aux parcours très différents. Novembre, c'est une période de l'année au cours de laquelle pratiquement tous les volontaires ayant pris part à la « session de formation au départ » du mois de juillet sont sur le terrain. Ils et elles se retrouvent donc dispersés au Cameroun, en Tunisie, à Madagascar et dans de nombreux autres pays en fonction de leur mission. L'enregistrement de cette émission a justement été réalisé avant le départ des uns et des autres, et peu après cette formation qui constitue l'un des rares moments où tous les « envoyés » du Défap se retrouvent en un même lieu et peuvent échanger à la fois sur leurs parcours, leurs motivations, et sur leurs futurs lieux d'engagement.

Partir avec le Défap : les échanges, ça vous change

Courrier de Mission

Émission du 19 novembre 2023 sur Fréquence Protestante

Deux envoyés aux parcours très différents

Voici donc Lisa et Luc. Lisa a senti que le moment de partir était venu pour elle pendant sa troisième année d'études d'infirmière. Elle connaît le Défap depuis toute jeune : elle avait déjà participé à un échange en tant que catéchumène. Elle a aussi effectué un stage dans un dispensaire en Namibie, qui a constitué pour elle « une révélation », et lui a donné envie de s'engager de nouveau en Afrique. Luc, pour sa part, a déjà une longue expérience de travailleur humanitaire. Il a effectué des missions avec de nombreuses ONG, et sur de nombreux terrains différents, avant de partir en Tunisie avec le Défap.

Dans ce dialogue entre Lisa et Luc, diffusé alors que tous deux ont rejoint leur lieu de mission, ils évoquent leurs

attentes, ce qu'ils laissent derrière eux, leurs relations avec leurs proches, ce que cela représente pour chacun d'être ainsi loin de leur pays et de leurs habitudes. Ils évoquent aussi l'après-mission, et le retour en France. Ainsi que la formation au départ suivie au Défap, et ce qu'elle apporte aux envoyés.

Les protestants dénoncent l'antisémitisme

Selon le ministre de l'Intérieur, qui s'exprimait le 14 novembre sur Europe 1, 1518 actes et propos antisémites ont été signalés en France depuis le 7 octobre, donnant lieu à près de 600 interpellations – des chiffres trois fois supérieurs à ceux constatés sur toute l'année 2022. Face à cette recrudescence, de nombreuses marches civiques ont été organisées dimanche 12 novembre à travers toute la France et ont réuni quelque 182 000 participants. Les protestants y étaient représentés, comme à Paris où Christian Krieger, président de la Fédération protestante de France, a défilé en tête du cortège. Le lendemain, les représentants des principaux cultes ont été reçus par le président de la République, qui leur a demandé de participer à « un effort pédagogique », en particulier auprès des jeunes. Les Églises membres du Défap ont diffusé des communiqués dénonçant fermement la multiplication des actes antisémites. Les responsables religieux du CECEF (Conseil d'Églises chrétiennes en France), réunis lundi 13 novembre, ont tenu pour leur part à exprimer leur

soutien aux communautés juives et musulmanes de France.



Le président de la Fédération protestante de France, Christian Krieger, participant à la marche contre l'antisémitisme avec de nombreux responsables politiques, le dimanche 12 novembre à Paris © FPF

Déclaration de l'UEPAL contre l'antisémitisme en France

10 novembre 2023



**Union des Églises protestantes
d'Alsace et de Lorraine**

Si les mots manquent pour dire ce que nous ressentons sur les événements en Israël, Gaza et Palestine, il serait pour autant

une erreur de se taire sur ce qui se passe en France : la montée de l'antisémitisme et de l'islamophobie.

Rappelons la déclaration fraternelle du protestantisme au Judaïsme dans le document intitulé « Cette mémoire qui engage » de décembre 2017 :

La Fédération Protestante de France condamne l'antisémitisme sous toutes ses formes... « comme une attitude absolument inconciliable avec.[...] la foi chrétienne »... Cette déclaration affirmait également la coresponsabilité des chrétiens, par omission ou par silence, dans la tragédie de la Shoah.

[Retrouvez la déclaration de la FPF en ligne](#)

De son côté, l'UEPAL a adopté, en juin 2017 à l'occasion des 500 ans de la Réforme, une déclaration intitulée « Luther, les Juifs et nous aujourd'hui » dont voici la conclusion :

« Au-delà de l'antijudaïsme religieux, l'antisémitisme gangrène jusqu'à nos jours nos sociétés et nos mentalités. Nous voulons en prendre davantage conscience et le combattre plus fortement que par le passé dans nos communautés et dans l'espace public. »

[Retrouvez la déclaration de l'UEPAL en ligne](#)

Ces textes rejoignent hélas notre actualité, alors que les actes antisémites en France augmentent de façon inquiétante.

Notre responsabilité consiste à permettre aux Juifs de vivre libres et en sécurité dans notre pays. Ils ne devraient pas craindre de vivre publiquement leur religion et leur culture. Or cette peur est de retour. Les événements en Israël-Palestine ne peuvent en aucun cas constituer un prétexte pour relativiser les attaques dont juifs ou musulmans pourraient faire l'objet dans notre pays.

La République protège tous les citoyens et reconnaît à chacune et chacun de vivre librement et en sécurité sa religion et sa culture.

La Conférence des responsables de culte en France regroupe des

représentants des Églises chrétiennes (catholique, orthodoxe et protestante), du judaïsme, de l'islam, du bouddhisme. Elle appelle : « nos concitoyens, croyants ou non, à préserver et cultiver les relations fraternelles qui lient les uns aux autres dans le respect et l'attention mutuelle ; à rejeter fermement tout antisémitisme, tout racisme, tout mépris ou discours de haine et de mort ; à rechercher inlassablement la vérité et la justice en vue de la paix. »

Nous invitons toutes nos communautés à prier et agir sans relâche pour qu'advienne justice et paix.

Le Conseil de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine

**Déclaration de l'Église protestante unie de France
:
L'antisémitisme, c'est « non » !**



**EGLISE PROTESTANTE
UNIE DE FRANCE**

communion luthérienne et réformée

Un « non » qui engage

Dans d'autres langues, il existe des formules courtes et chocs pour dire que des idées, des actes, des positionnements sont inadmissibles. « No way », « no pasaran »...

Quelle formule inventer en français pour dire avec autant de force que certaines choses ne sont pas et ne seront jamais acceptables ? Peut-être tout simplement exprimer fermement un « non » !

L'antisémitisme, c'est non ! Le rejet, l'exclusion, l'agression, le meurtre au motif du judaïsme, c'est « non » !

La recrudescence actuelle des actes antisémites est insupportable. C'est « non » !

Et ce « non » est dans le tout du « non » au racisme, au rejet de celles et ceux qui sont différents.

Ce « non » est un « non » positif, un « non » qui protège la vie, un « non » qui tient debout. Il est soutenu et précédé par le « oui » de Dieu sur toute vie !

Ce « non » engage et appelle à la défense des personnes victimes. Il nomme l'insoutenable, il le rend visible, il donne corps à une résistance.

Collectivement, au-delà des convictions partisans, ce « non » se dit et se vit. Ce week-end particulièrement, ce « non » pourra se dire dans une marche citoyenne à Paris ou ailleurs. À chacune et chacun d'inventer ensemble comment dire ce « non » et accueillir le « oui » de Dieu.



Prière

*Quand le monde s'embrase et nous échappe,
Quand sa complexité nous laisse dans l'incompréhension,
Quand toute parole semble vaine ou malvenue,
Apprends-nous Seigneur à faire silence.*

*Quand des êtres humains sont exclus ou agressés, menacés ou
assassinés,
Quand nos frères et sœurs sont victimes d'actes de haine*

*parce qu'ils sont juifs,
Quand des populations entières sont stigmatisées et vivent
dans la peur à cause de leur religion ou de leur origine,
Apprends-nous Seigneur à dire fermement « non ».*

*Quand les cris de celles et ceux qui souffrent se heurtent
à notre impuissance,
Quand nous ne savons plus discerner où se trouve la
justice,
Quand nous nous réfugions dans l'indifférence,
Apprends-nous Seigneur à nous mettre à ton écoute, à
entendre le « oui » que tu poses sur toute vie, à veiller
sur les étincelles d'espérance qui germent dans la nuit du
monde.*

Amen

*En Ile-de-France, l'organisation de la marche civique
coïncidant avec celle du synode régional de l'EPUdF, les
participants de ce dernier ont voté un vœu soulignant que « le
synode, retenu par ses travaux et n'ayant pu se joindre à la
marche contre l'antisémitisme, assure toutes les communautés
juives de région parisienne de son amitié et de son soutien. »*

**Déclaration du CECEF (Conseil d'Églises
chrétiennes en France)**



***Les responsables religieux unis pour la fraternité :
Rencontres interconfessionnelles en France
Paris, le 14 novembre 2023***

Lundi 13 novembre, les représentants religieux chrétiens de France se sont unis pour exprimer leur soutien aux communautés juives et musulmanes de France.

Ensemble, le pasteur Christian Krieger, président de la Fédération protestante de France, Mgr Éric de Moulins-Beaufort, archevêque de Reims, président de la Conférence des évêques de France et du Métropolitain Dimitrios Ploumis, président de l'Assemblée des Évêques orthodoxes de France, ont rencontré le Grand Rabbin Haïm Korsia pour lui réaffirmer leur soutien sans faille face à la situation préoccupante que connaît aujourd'hui notre pays, en particulier la très forte augmentation des actes antisémites en France depuis un mois, tout en mettant l'accent sur l'avenir.

Dans le même esprit, ils ont rendu visite et échangé avec Me Chems-Eddine Hafiz, recteur de la Grande Mosquée de Paris, afin de lui manifester leur solidarité envers les musulmans de France, alors que les discours antimusulmans réducteurs et les

amalgames se multiplient dans notre pays.

L'objectif principal de ces rencontres était de comprendre les réalités vécues par ces communautés, mais surtout, de réfléchir ensemble à la mise en place d'initiatives concrètes destinées à renforcer l'harmonie interreligieuse parmi les jeunes générations.

Ces initiatives ont pour ambition de maintenir élevé le niveau du dialogue interreligieux en ces temps troubles, de favoriser la compréhension interculturelle et de soutenir des actions concrètes pour une société plus fraternelle. Ces cinq représentants de cultes se sont engagés à orienter leurs actions de sorte que la diversité culturelle et religieuse devienne une réelle source de fraternité, de solidarité et de paix sociale pour tous, notamment pour les générations à venir.

*Pasteur Christian Krieger
Président de la Fédération protestante de France*

*Mgr Éric de Moulins-Beaufort
Président de la Conférence des évêques de France*

*Mgr Dimitrios Ploumis
Président de l'Assemblée des évêques orthodoxes de France*

**Madagascar : la paroisse des
Batignolles fête les 100 ans
de la « Trive 1 »**

Le 2 décembre 2023, la paroisse des Batignolles accueille la fête en avant-première du centenaire du premier groupe scout protestant de Madagascar. Une forme de retour aux sources : cette paroisse était celle de Jean Beigbeder avant son départ pour Tananarive, où il devait fonder en 1924 le mouvement des Éclaireurs unionistes malgaches. Mais cette célébration sera aussi l'occasion de rencontres autour de Madagascar... et de retrouvailles pour nombre de familles, françaises comme malgaches, aujourd'hui installées en France, dont l'histoire a été directement marquée par l'aventure de la « Trive 1 ».

CÉLÉBRATION À PARIS DU CENTENAIRE

TRIVE 1

1ER GROUPE SCOUT PROTESTANT DE MADAGASCAR

Fondé en 1924 au Foyer UCJG d'Antananarivo par Jean Beigbeder de l'Église réformée des Batignolles et cofondateur du scoutisme unioniste en France

Paroisse EPUdF des Batignolles
44 bd des Batignolles
75017 PARIS

02.12.23

14H00 - CULTE D'ACTION DE GRÂCE

16H30 - CONFÉRENCE

Paris-Antananarivo, 1924 : sur la piste de la Trive 1
Claire-Lise LOMBARD et Faranirina RAJAONAH
auteures du livre "LETTRES DE TANANARIVE"
Jean Beigbeder à son père, 1924-1927

19H30 - DÎNER TRIVE 1



BILLETTERIE : bit.ly/Trive1-100



Contact: trive1.inter@gmail.com



« SOYEZ FERVENTS D'ESPRIT, SERVEZ LE SEIGNEUR (...) SOYEZ UN MODÈLE POUR LES FIDÈLES »
ROMAINS 12 : 11B - 1 TIMOTHÉE 4 : 12B

L'affiche de la célébration à Paris du centenaire du premier groupe scout protestant de Madagascar

Inscrivez-vous !

Avant de devenir le fondateur du scoutisme unioniste à Madagascar en 1924, Jean Beigbeder avait déjà été l'une des premières figures du mouvement en France. C'est lui notamment qui, à Paris, avait créé dès 1912 la troupe de Clichy – troupe qui devait devenir Batignolles III en 1915. Et c'est à la paroisse de l'Église protestante unie des Batignolles que seront célébrés, le 2 décembre 2023, les cent ans du premier groupe scout protestant de Madagascar, la « Trive 1 ». Pendant que se préparent parallèlement sur la Grande Île les festivités du centenaire des Éclaireurs unionistes...



La « Trive 1 » : un groupe interculturel © Chrystel Raharijaona pour Défap

À Madagascar, de tels rendez-vous sont honorés avec faste. En 1964, la Poste malgache avait diffusé un timbre spécial à l'occasion du quarantième anniversaire. En 2004, lors de la cérémonie d'ouverture des 80 ans des scouts protestants

organisée au Palais des sports et de la Culture, à Tananarive, le président de la République, qui était alors Marc Ravalomanana, leur avait promis deux cent millions de francs malgaches. Une enveloppe destinée à financer des projets de développement, répartie entre les principales composantes des scouts protestants, les « Tily eto Madagasikara » (les Éclaireurs) et les « Mpanazava eto Madagasikara » (les Éclaireuses), mais qui n'oubliait pas les scouts catholiques, les « Antilin'ny Madagasikara ». Il faut dire que les valeurs, ainsi que le rôle éducatif et social des scouts, bénéficient d'une excellente reconnaissance dans l'île. Le mouvement a contribué à préparer l'indépendance du pays. Lorsque Madagascar a connu de graves inondations en mars 1959, leur rôle dans l'assistance aux sinistrés leur a valu de recevoir une distinction honorifique de la part du président de la République, Philibert Tsiranana, pour leur « dévouement exceptionnel » et leur « abnégation totale devant le danger », leur action ayant « sauvé de nombreuses vies humaines ». Aujourd'hui encore, les « Tily » (les « sentinelles ») assument un rôle en faveur de « la promotion de l'engagement citoyen » et de « l'intégrité dans le processus démocratique » auprès de Transparency International Initiative Madagascar (TI-MG) ; ils ont signé une convention avec le Centre de Recherches et d'Appui pour les alternatives de Développement Océan Indien (CRAAD-OI) pour mieux comprendre et agir face au dérèglement climatique ; ils développent des projets en lien avec les ODD (les objectifs de développement durable des Nations unies)...



Membres de la « Trive 1 » © Chrystel Raharijaona pour Défap

La double culture de la « Trive 1 »

Si, historiquement, le mouvement scout catholique a été le premier créé dans l'île, devançant de quelques mois les scouts protestants, ces derniers ont connu un développement plus important. Lorsqu'il signa officiellement leur acte de naissance en 1924, Jean Beigbeder dirigeait à Tananarive le « Foyer », une section des Unions chrétiennes de jeunes gens (UCJG). Un lieu dont il devait bientôt chercher à faire un « espace franco-malgache », avec la possibilité pour des « jeunes » de différents âges, bridés dans leurs aspirations, d'accéder à la culture européenne, tout en participant à la valorisation de la leur propre. Cette recherche de la rencontre, palpable dans ses lettres de l'époque, donna aussi une coloration particulière à la « Trive 1 », le premier groupe scout protestant. Un groupe d'emblée marqué par « une double culture, avec des familles françaises et malgaches »,

souligne Chrystel Raharijaona, dont le père et avant lui, toute la famille paternelle a fait partie de la « Trive 1 » dès les années 30. Elle-même, engagée au sein des Éclaireuses et Éclaireurs Unionistes de France (EEUdF), évoque « les liens affectifs forts, et les amitiés qui se sont créées » à travers ce groupe, par-delà les frontières culturelles. Un aspect qui a persisté après la « malgachisation » du mouvement scout dans l'île : la « Trive 1 » restait un groupe particulier, multiculturel, où l'on parlait français, tout en cultivant l'engagement fort du groupe et de ses membres au sein du mouvement des Tily Eto Madagasikara et plus largement, en prenant part au développement de Madagascar.

***Film ci-dessous : « Tily Malagasy (Sentinelles Malgaches) »
par les Éclaireuses et Éclaireurs unionistes de France (1951)
– Archives départementales du Val-de-Marne. Commentaire rédigé
par Faranirina Rajaonah, lu par Helimamy Esoavelomandroso et
Claire-Lise Lombard.***

Lors de sa création, la « Trive 1 » était le reflet du milieu dans lequel évoluait Jean Beigbeder à Tananarive : on y trouvait notamment « des enfants de familles bourgeoises, intellectuelles ou influentes », témoigne Chrystel Raharijaona. Et c'est « cette génération qui a dû se tenir debout pour contribuer à la période post-indépendance ». Le but du scoutisme étant de « faire grandir des enfants pour qu'ils deviennent des adultes intégrés, responsables, tenant leur place dans la société et voulant laisser un monde meilleur », au fil des années, « les membres de la « Trive 1 » ont pris des responsabilités, ont été des constructeurs. Ils ont pris des rôles dans la diplomatie, la santé, le social, l'armée, l'enseignement, les Églises, les arts et la culture... » Avec toujours le souci de « faire le pont avec la culture française tout en cultivant l'identité malgache ». Certains sont aussi venus étudier puis s'installer en France, avec la même volonté de s'impliquer et de construire.

« Z'oeil de chouette », pont entre les Éclaireurs de France et de Madagascar

Célébrer le centenaire de la « Trive 1 » aux Batignolles, pendant que Madagascar va fêter le centenaire du scoutisme unioniste malgache, est donc plus qu'un retour aux sources. Cette paroisse était celle de Jean Beigbeder avant qu'il ne parte à Madagascar – et la figure de « Z'oeil de chouette » (son surnom chez les Éclaireurs), ou « Rabeigy » chez les Malgaches, devenu par la suite le premier président du Scoutisme Français, est encore aujourd'hui un pont entre les Éclaireurs des deux pays. La célébration sera d'ailleurs marquée par une conférence donnée par les auteures des « Lettres de Tananarive – Jean Beigbeder à son père » : Faranirina Rajaonah, professeure émérite d'histoire à l'Université Paris Diderot et membre du Cessma (Centre d'Études en sciences sociales sur les mondes africains, américains et asiatiques), et Claire-Lise Lombard, responsable de la bibliothèque du Défap, en particulier chargée de la

valorisation des archives de la Société des missions évangéliques de Paris (1822-1971). Mais au-delà, cette célébration sera aussi l'occasion de retrouvailles pour plusieurs générations, françaises comme malgaches, qui ont été marquées par l'histoire de la « Trive 1 ». Une histoire qui a directement influé sur le parcours de familles venues de Madagascar pour s'établir en France : nombre d'anciens de la « Trive 1 » sont aujourd'hui « membres de l'EPUDF et s'y sentent chez eux. D'autres sont engagés dans les Églises protestantes malgaches en France, témoigne Chrystel Raharijaona. Ils sont devenus membres actifs, conseillers presbytéraux ou pasteurs, parce que leur histoire et leur éducation les poussaient à s'engager, là où ils sont. »

« *Lettres de Tananarive* » : retrouvez ci-dessous une interview des auteures pour « *Madagascar Media* »

Tour des Synodes régionaux de l'EPUdF

Cet automne, chaque région de l'Église Protestante Unie de France, l'une des trois unions d'Églises constitutives du Défap, organise son synode, et poursuit sa réflexion sur le thème : « La mission de l'Église et les ministères ». Un thème qui est au cœur même des activités du Défap, dont les représentants sont, comme chaque année, présents pour participer à chacun de ces synodes.



© EPUdF

En cette année 2023, les synodes régionaux de l'EPUdF, à partir des rapports régionaux, vont débattre autour de quatre grandes thématiques sur le thème lancé depuis 2021 : « La mission de l'Église et les ministères » :

- Témoigner par des paroles et des actes
- Témoigner en intégrant la diversité de l'Église universelle

- Témoigner en s'appuyant sur une variété de ministères
- Témoigner grâce à la formation continue de tous (spirituelle, théologique, humaine)

Les questions sur la mission, tous les organismes missionnaires comme le Défap y sont aujourd'hui confrontés, dans un temps qui connaît des évolutions de plus en plus rapides et de grande ampleur. Et ce qui est vrai des organismes missionnaires l'est tout autant des Églises elles-mêmes.

Comme chaque année, le Défap est présent à ces divers synodes régionaux, dont voici le calendrier :

Région	Date et lieu du synode
<u>Centre-Alpes-Rhône</u>	10-12 novembre à Vogue
<u>Cévennes-Languedoc-Roussillon</u>	17-20 novembre à Sète
<u>Est-Montbéliard</u>	18-20 novembre à Besançon
<u>Nord-Normandie</u>	17-20 novembre à Criel - sur-Mer
<u>Ouest</u>	17-19 novembre à Angers
<u>Provence-Alpes-Corse- Côte d'Azur</u>	<u>17-20 novembre à Sainte Tulle</u>
<u>Région parisienne et l'Inspection luthérienne de Paris</u>	10-12 novembre chez les diaconesses à Paris
<u>Sud-Ouest</u>	17-20 novembre à Bordeaux

Une réflexion au long cours

Au Défap, la réflexion est engagée depuis mars 2018, lorsque son président, Joël Dautheville, avait lancé un appel en faveur d'une dynamique refondatrice dans son message à

l'ouverture de l'Assemblée générale. Une réflexion qui ne peut bien sûr être indépendante de celle des Églises constituant le Service Protestant de Mission. Mais en la matière, chacune avance en fonction de son propre contexte, de sa propre histoire et au rythme de ses propres instances. En octobre 2019, [le colloque organisé au 102 boulevard Arago](#) «Vers une nouvelle économie de la mission : parole aux Églises» avait permis de réunir les présidents des trois Églises constitutives du Défap : l'EPUdF, l'UEPAL et l'Unepref. Il s'était traduit par des échanges très riches au cours desquels s'étaient exprimées les diverses conceptions de la mission, et une diversité d'attentes vis-à-vis du Défap.

Actuellement, le processus de réflexion de l'EPUdF (Église Protestante Unie de France), de l'UEPAL (Union des Église protestantes d'Alsace et de Lorraine) et de l'Unepref (Union des Église protestantes réformées évangéliques de France) sur leurs attentes communes vis-à-vis du Défap est toujours en cours. Un premier texte issu des travaux au sein de l'EPUdF a été soumis au dernier Conseil du Défap et a fait l'objet de discussions lors de travaux de groupes.

Appel à la générosité en faveur de toutes les victimes de la guerre au Proche-Orient

Le Défap offre trois bourses pour suivre une formation de cinq mois au Maroc, à Rabat, dans le cadre du certificat Al Mowafaqa. Peuvent être concernés aussi bien des pasteurs ou des étudiants que toute personne intéressée par le dialogue interreligieux.

Des projets pour faire vivre les liens

Au Défap, le financement de projets obéit avant tout à une logique : celle d'entretenir des relations au sein d'un réseau d'Églises. Les projets viennent ainsi s'ajouter aux échanges de personnes (qu'il s'agisse d'envoi de volontaires, d'accueil de chercheurs...) et aux relations institutionnelles (notamment entre facultés de théologie) pour nourrir ces relations au quotidien. Et leur principale caractéristique, c'est qu'ils font l'objet d'une co-construction, ce qui garantit qu'ils correspondent bien à un besoin réel sur place. Le point avec Maëlle Karen Nkot, chargée des projets au Défap, à l'occasion d'une interview pour Fréquence protestante.



Maëlle Karen Nkot, chargée du suivi des projets au Défap © Défap

Dans quelle perspective sont choisis les projets financés par le Défap ? Pour répondre à quels besoins ? Et à l'issue de quel parcours ? « Courrier de mission », l'émission de radio du Défap diffusée chaque troisième dimanche du mois sur Fréquence protestante, a donné la parole en ce mois d'octobre à Maëlle Karen Nkot, chargée du suivi des projets au sein du Service protestant de mission.

De manière générale, les projets financés par le Défap s'inscrivent surtout dans les domaines de l'enseignement, de la santé, de l'environnement. Avec, pour tous, deux caractéristiques essentielles : ils servent avant tout à nourrir des relations d'Églises, et sont co-construits avec les partenaires sur place. Ils sont l'expression et la concrétisation de relations souvent établies de longue date

avec des Églises par-delà les frontières, héritées d'une longue histoire commune, et entretenues aussi bien à travers les échanges de personnes (envoi de volontaires, visites ponctuelles de groupes ou accueil de boursiers) qu'à travers les projets eux-mêmes. Ils sont directement issus de demandes de partenaires du Défap, ce qui garantit qu'ils répondent au mieux aux besoins sur place, et font l'objet d'une co-construction.

Comment sont construits les projets au Défap

Courrier de Mission

Émission du 15 octobre 2023 sur Fréquence Protestante

Comment répondre aux situations d'urgence ?

Maëlle Karen Nkot participe à cette co-construction en aidant à monter les dossiers, en demandant des renseignements complémentaires si nécessaire. « Nos partenaires sur le terrain nous sollicitent (...) par exemple pour des besoins en formation, ou en électrification, ou encore en alimentation », témoigne-t-elle dans « Courrier de mission ». Il s'agit dès lors d'évaluer quelle réponse apporter, pour quels bénéficiaires, avec quels moyens... et le dossier va entamer son parcours devant la « Commission Projets », l'instance qui, au sein du Défap, est chargée de rendre les arbitrages. Il se peut qu'il y ait besoin de chercher d'autres financements. De faire appel à d'autres institutions... Cette Commission, composée de 8 à 12 personnes, se réunit en général trois fois par an, et elle a également pour tâche d'assurer le suivi et l'évaluation des différents projets du Défap en accompagnement du Secrétaire général.



Un projet soutenu par le Défap à Djibouti : jeunes du centre de formation de l'EPED (Église protestante évangélique de Djibouti) initiés aux techniques de l'installation et de la maintenance de panneaux solaires © EPED

S'inscrivant dans des relations établies dans la durée, les projets accompagnés par le Défap ont aussi pour finalité de produire des effets sur le long terme. Il peut s'agir par exemple d'équiper des bâtiments universitaire, de renforcer les capacités de personnels sur le terrain... Le Défap n'a pas vocation à intervenir dans des situations d'urgence. Les besoins dans ce domaine ont pourtant tendance à croître, et

les demandes de partenaires à se multiplier. Le Défap peut alors y répondre en adressant les dossiers à Solidarité protestante, une plateforme dont il est membre et qu'il a contribué à mettre en place. Le comité de cette plateforme est piloté par la Fondation du Protestantisme et la Fédération protestante de France, qui s'entourent d'ONG et d'institutions chrétiennes expertes dans l'aide humanitaire d'urgence et de crise. Parmi les projets présentés par le Défap et financés, à travers Solidarité protestante, par la Fondation du Protestantisme, figurait ainsi au cours de l'année 2023 une aide d'urgence à des victimes d'un sinistre survenu au nord du Cameroun : des pluies diluviennes et des inondations avaient provoqué le déplacement de centaines de milliers de personnes, dont les cultures avaient été perdues, et qui s'étaient retrouvées sans ressources. Le projet présenté par un partenaire du Défap sur place, l'Église Fraternelle Luthérienne du Cameroun (EFLC), qui avait permis de distribuer des vivres à environ 10.000 bénéficiaires, avait été financé à 50% par Solidarité protestante, et à 50% par le Défap.



Distribution de vivres après les intempéries dans le nord du Cameroun : un projet présenté par l'EFLC et financé par le Défap et la Fondation du protestantisme © Défap

«Ces rencontres m'aident à grandir dans tous les aspects de ma vie»

Believe, notre Service civique venue du Togo, poursuit

sa mission au sein de l'Association diaconale protestante Marhaban, à Marseille. Rencontres et découvertes, activités menées au sein de l'association : elle partage avec nous dans cette lettre de nouvelles ses défis, ses enthousiasmes et ses réflexions, avec toujours la même énergie communicative. Une expérience qu'elle vit comme une « opportunité » pour « trouver notre place en tant que jeune engagé dans l'Église, et aussi dans la société ».



Believe, service civique togolaise, en mission à Marseille au sein de l'association Marhaban © Believe pour Défap

<p><i>VOLONTAIRE</i></p> <ul style="list-style-type: none">• <p><i>Believe, Togolaise, 25 ans</i></p> <ul style="list-style-type: none">• <p><i>Accompagnatrice de personnes en situation de précarité</i></p>	<p><i>MISSION</i></p> <ul style="list-style-type: none">• <p><i>Association diaconale Marhaban</i></p> <ul style="list-style-type: none">• <p><i>Mon service s'adresse aux adultes, jeunes et parfois aux enfants</i></p>
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

Nombreuses sont les expériences que je vis actuellement. À tel point que quelques mots ne pourront tout vous résumer. Mais j'essaye quand même, en commençant par le fabuleux vernissage de l'exposition « Les repas dans la Bible », qui m'a appris que la nourriture est un sujet important dans la Bible, tout autant que de nos jours. Elle a une place importante dans la vie de l'être humain, les repas permettent de nous réunir et d'échanger... Donc parler à table n'est pas si mauvais, comme le montre la culture française qui voit beaucoup de décisions sur des choses essentielles prises en mangeant. Ceci étant dit, cela a été prétexte à toute une série d'activités autour de ce thème pendant tout l'été, qui m'ont émerveillée :

- la salade d'histoires : on y partageait des contes et histoires bibliques ou autres lors de repas suivis d'une salade de fruits. Ces rencontres étaient ouvertes à tous, y compris aux enfants.
- le mardi marinade : d'abord, baignade à la plage, puis pique-nique au parc avec les familles. La dernière séance s'est terminée par un simple goûter, pour cause de mistral.
- Tapas ta Bible : un moment de convivialité et de partage biblique autour d'un apéro.
- « les recettes de nos vies » : les participants échangeant des recettes, avec l'idée de rédiger un livre de cuisine dans lequel chacun partagerait des types de repas chers à son cœur.
- le ciné gourmand : un moment de relaxation devant un film tout en grignotant.



Activité de cuisine participative organisée en collaboration avec l'équipe de Marhaban © Believe pour Défap

Teser, l'équipe battante de Marseille-Grignan, en plus d'avoir organisé toutes ces activités citées ci-dessus, a aussi préparé un cocktail pour dire au revoir à une collègue juste avant le vernissage avec l'appui du conseil presbytéral car elle a soutenu ce projet avec toutes ses compétences, et je reconnais avoir appris pas mal de choses en sa compagnie le peu de temps que j'ai passé avec elle. Ce projet vise à travailler sur quatre axes différents, à savoir : l'écoute active des membres et partenaires de l'Église en discernant bien sûr des activités qu'on peut faire ensemble et parler de Dieu ; attirer les gens vers la parole, créer un réseau chrétien avec nos frères et sœurs d'autres Églises permettant d'unir nos moyens et de faire de l'accueil tout en accompagnant les gens en situation difficile. Je n'aurais pas demandé mieux comme Église pour vraiment témoigner de ma foi et servir mon prochain comme Jésus-Christ nous l'a montré. Un conseil presbytéral élargi a suivi, et étant invitée, je dirai que ça fait plaisir de voir comment ils savent qu'ensemble nous pouvons aller loin en tenant compte aussi des idées de chacun ; d'où la pertinence de l'élargissement, car d'autres

personnes membres et partenaires de l'Église ont pris part à cette initiative pour discuter de l'avenir de la paroisse. Les différents concerts au temple étaient ouverts à tous car la musique permettait vraiment de se détendre et se ressourcer.

Les activités d'été : cuisine participative, sorties...



*Believe lors d'une distribution alimentaire © Believe pour
Défap*

Marhaban, malgré les vacances n'a pas laissé son public sans accompagnement. D'où toutes ces activités d'été bien vécues avec Teser, mais aussi une cuisine participative qui regroupait des gens de différentes cultures pour préparer et manger ensemble des plats français ou venus d'autres pays. Sans oublier les différentes sorties organisées en interne, comme les visites à la ferme, à l'Opéra, au musée ; des séances de jeux ; et puis, évidemment celles faites avec

d'autres associations... surtout avec l'arrivée des scouts aînés de Batignolles, qui ont renforcé l'équipe dans pas mal d'activités pour que les familles ne manquent de rien pendant l'été en termes de provisions alimentaires. Je profite pour partager avec vous ma joie des petites collations de fin d'année célébrées dans les différentes classes de français et d'anglais avec les apprenants et les cadeaux obtenus.

Le « café club » (une activité organisée chaque vendredi soir, y compris en-dehors de l'été, où les étrangers, étudiants ou non, se retrouvent pour partager des moments formidables) m'a aussi permis de rencontrer de nouvelles personnes, en plus des jeunes de mon âge, et de communiquer autour de beaucoup de choses.

Par ailleurs, la fête nationale était une journée extraordinaire. J'ai suivi le défilé sur les Champs-Élysées à la télévision accompagnée de mon tuteur, qui répondait à mes questions. Le soir, autre défilé à Marseille, sur le Vieux-Port ; et pour terminer en beauté, le feu d'artifice. C'était le premier de ma vie : chez moi au Togo, plus précisément à Lomé, on lance des pétards pendant Noël jusqu'au début de chaque nouvelle année. Je ne connaissais pas la différence avec un « vrai » feu d'artifice et j'ai trouvé ça magnifique. J'ai aussi pris quelques jours de vacances pour faire un tour sur certains sites touristiques de Marseille, Toulon, Lille, Roubaix et Calais, jusqu'en Belgique. En bref, je dirai que j'ai passé un excellent été, meilleur que ce que je pouvais imaginer ; et plus les mois de mon service civique avancent, plus je me rends compte de ces temps formidables que je passe avec toutes ces belles personnes qui forment une famille incroyable, que je suis heureuse de connaître ou d'avoir rencontrées, et qui en retour m'aident énormément à grandir dans tous les aspects de ma vie.



Believe (au centre) lors d'une braderie organisée au Parvis du protestantisme, à Marseille : un lieu appartenant au temple de la rue Grignan et accueillant les événements organisés par la paroisse, et par l'association Marhaban© Believe pour Défap

Pour conclure, la rentrée s'annonce à merveille avec la braderie où Marhaban fera découvrir les travaux réalisés par le groupe « couture » de l'association, à travers les articles transformés ou créés à la main, et vendus à petits prix afin que le bénéfice aide à soutenir d'autres projets ou permette de faire des sorties pour les adhérentes qui ne sont jamais allées hors de Marseille. C'est aussi une occasion de porter la parole du Seigneur à autrui par le témoignage et le service à Grignan, en ouvrant le temple au public.

Comme vous pouvez le constater je suis en pleine forme et vis cette opportunité comme jamais avec tout ce que j'apprends. Une fois encore, merci à tous ceux qui nous permettent de trouver notre place en tant que jeune engagé dans l'Église, et

aussi dans la société.



Believe (au premier rang) lors de la visite d'Anne-Sophie Macor, du Défap, à Marseille © Believe pour Défap

Madagascar : les défis de l'alternance

A Madagascar, les élections présidentielles sont systématiquement des moments de tension. Depuis

l'indépendance, tous les changements à la tête du pays se sont faits hors des règles. L'approche de la présidentielle 2023 a été marquée par une série d'événements (manifestations, arrestations, destitution du président du Sénat...) qui ont poussé l'Union Européenne, les États-Unis, le Royaume-Uni, le Japon, la Corée et la Suisse à exprimer leurs préoccupations dans un communiqué commun déplorant un « climat politique tendu ». Mais que se passe-t-il vraiment dans la Grande Île ? Et quels sont les enjeux de ces tensions ? L'analyse de Christiane Rafidinarivo, politologue, chercheuse invitée au Centre de recherche politique CEVIPOF (Sciences Po Paris).



Carte de Madagascar © Google Maps

Quelle est la situation aujourd'hui à Madagascar, à l'approche de la présidentielle ?

Christiane Rafidinarivo : Le premier tour de l'élection présidentielle a été reporté d'une semaine : il aura lieu le 16 novembre. Le deuxième tour étant, lui, maintenu au 20 décembre. Ce report a été décidé par la Haute Cour Constitutionnelle, et à la demande d'un candidat, Andry

[Raobelina](#) : gravement blessé lors d'une marche organisée par le « Collectif des 11 », il a dû être évacué à l'étranger pour être soigné. Ce Collectif regroupe 11 des [13 candidats à la présidentielle](#), dont deux anciens présidents, Marc Ravalomanana et Hery Rajaonarimampianina. Parmi ces autres candidats, certains sont aussi d'anciens leaders du parti d'Andry Rajoelina, président sortant et candidat à sa propre succession, qui a ainsi perdu une partie importante de ses soutiens politiques.

Que revendique ce Collectif ?

C.R. : Un assainissement du processus électoral avant les élections. Pour cela, le Collectif appelle à une concertation entre tous les candidats et les institutions. Mais Andry Rajoelina refuse. Pour appuyer ses revendications, le Collectif avait appelé à une série de rassemblements, qui tous s'étaient heurtés à des refus d'autorisation ou avaient été empêchés de se tenir. Des marches ont néanmoins été organisées, et le Collectif est devenu un mouvement politique qui mène désormais des actions dans les principales villes du pays – [actions partout réprimées](#).



*Vue de Tananarive, la capitale © Franck Lefebvre-Billiez pour
Défap*

Où en est le processus électoral ?

C.R. : Actuellement, Andry Rajoelina est le seul à faire campagne, les autres candidats s'y refusent tant que leur demande n'est pas prise en compte.

Quels ont été les déclencheurs de cette crise ?

C.R. : Il y a en premier lieu une dimension institutionnelle : la Constitution exige que les candidats aient la nationalité malgache. La presse a révélé récemment qu'Andry Rajoelina avait acquis la nationalité française en 2014, alors qu'il était à la tête de l'État. Dans le code de la nationalité malgache, il est inscrit que celui qui demande volontairement une nationalité étrangère perd la nationalité malgache (art. 42). Le « Collectif des 11 » conteste donc le certificat de nationalité produit par le président sortant dans son dossier de candidature à la présidentielle déposé auprès de la Haute Cour Constitutionnelle.

Une autre disposition de la Constitution requiert qu'un président sortant, lorsqu'il est candidat à la présidentielle, démissionne 60 jours avant le premier tour. Ce qu'a fait Andry Rajoelina. La présidence par intérim, qui se charge des affaires courantes, est normalement assurée par le président du Sénat. Mais celui-ci, Herimanana Razafimahefa, a rédigé une lettre de renonciation pour raisons personnelles. C'est une situation non prévue par la Constitution, et la Haute Cour Constitutionnelle a décidé, collégialement, de confier l'intérim au gouvernement. Le « Collectif des 11 » considère qu'il s'agit là d'une forme de coup d'État institutionnel.

Mais par la suite, Herimanana Razafimahefa a fait des déclarations à la presse nationale et internationale, indiquant avoir agi sous pression et en ayant reçu des menaces de mort émanant de membres du gouvernement. Il soutient qu'il en a informé le président et les Nations-unies. Il s'est [déclaré prêt à assumer la responsabilité de l'intérim](#), au vu de l'ampleur de la crise politique et institutionnelle. Après cet épisode, 15 sénateurs sur 18 se sont réunis, ont déclaré que le président du Sénat en exercice souffrait de déficience mentale et [l'ont destitué](#). Dans la foulée, ils ont élu pour le remplacer [Richard Ravalomanana](#) – un général proche du président de la République, qui l'avait nommé sénateur quelques heures à peine avant de démissionner pour se porter candidat. Certains observateurs parlent là de deuxième coup d'État institutionnel.

La crise a acquis dès lors une dimension politique. La Haute Cour Constitutionnelle [a reçu le « Collectif des 11 »](#). Au sortir de la réunion, il n'y a eu aucune déclaration. Ce que le Collectif met en avant, c'est la nécessité de trouver un accord politique pour la mise en place d'élections équitables, transparentes et reconnues par tous, au niveau national comme international. Pour cela, il faudrait que les juges ne se substituent pas aux politiques, que l'instance en charge des élections garantisse les mêmes droits à tous les candidats. A

cela s'ajoute la nécessité de procéder à une vérification des listes électorales. Le Collectif met en outre en cause la Céni, la [Commission électorale indépendante](#), composée essentiellement de proches du président sortant. Le Collectif demande que sa composition soit revue, ou qu'elle intègre des représentants des candidats dans l'organisation du processus électoral. Il continue à appeler à une table ronde regroupant tous les candidats, et toutes les parties prenantes du processus électoral.

Aujourd'hui, au vu de cette situation, de nombreux organismes de la [société civile](#) sont favorables à une large concertation.



Vue de Tananarive, la capitale © DR

Comment réagit la population malgache ?

C.R. : L'opinion publique va de surprise en surprise, ce qui suscite l'indignation, et provoque une crainte croissante pour

beaucoup de voir la situation du pays s'aggraver. Madagascar est devenu au fil des années l'un des pays les plus pauvres du monde, et les Malgaches craignent de plus en plus que leurs enfants n'aient pas d'avenir. Ce qui empire à chaque crise politique. Les cycles de crise sont de plus en plus rapprochés, et le temps pour que l'économie du pays s'en remette est à chaque fois plus long.

Les Malgaches ont été privés de leur droit de vote pendant 5 ans, de 2009 à 2014. L'enjeu de cette élection présidentielle, c'est le droit de décider qui dirigera le pays dans la liberté et la transparence, par un processus démocratique équitable. Pour sortir du cycle des crises, la raison d'être d'une Constitution est précisément d'organiser et de garantir la possibilité d'une alternance politique.

***Christiane Rafidinarivo,
Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez***

Le Défap à Madagascar

A Madagascar, le Défap est en lien avec deux Églises, la FJKM et la FLM, pour des activités tournant essentiellement autour de l'enseignement. La FJKM (Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara, en français Église de Jésus-Christ à Madagascar) est la plus grande Église protestante du pays. Elle revendique 3 500 000 membres, répartis dans 5 800 paroisses desservies par plus de 1 200 pasteurs. Quant à l'Église luthérienne malgache (en malgache : Fiangonana Loterana Malgache, FLM), elle revendique 3 millions de membres répartis dans 5 000 paroisses, desservies par 1 200 pasteurs.

Alternative théologie : retour sur l'édition 2023

La quatrième édition de ce camp destiné à « faire de la théologie autrement » s'est déroulée du 25 au 30 août 2023 à Paris sur le thème : « Résister face aux injustices ». Elle était organisée par l'Église protestante unie de France (EPUdF) et l'Institut protestant de théologie (IPT) en collaboration avec le Défap.



Quelques-uns des participants et intervenants de l'édition 2023 d'Alternative théologie © Défap

Alternative théologie : quand on y goûte, on en redemande. Un lieu où des jeunes adultes impliqués dans leur Église peuvent échanger sur des thèmes qui les touchent, en lien à la fois

avec leurs préoccupations quotidiennes, leur envie d'engagement, et leur foi... Victoire, qui fait des études de psychologie à Paris, avait déjà participé à l'édition 2022 organisée à Montpellier. Les rencontres qu'elle y avait faites avaient débouché sur des échanges qui s'étaient poursuivis tout au long de l'année. Prendre part à l'édition 2023, retrouver ces autres participants devenus entre-temps des amis, était pour elle une évidence. Jeanne, séduite aussi par la formule, met également en avant les liens forts noués lors de ces quelques jours, la diversité des intervenants et des moments destinés à stimuler les réflexions, alternant interventions d'enseignants, échanges, débats, témoignages... Cette diversité, ce « joyeux mélange entre réflexion, échange et convivialité », c'est précisément ce qui est recherché lors de ces camps pour jeunes adultes de 18 à 30 ans, qui ambitionnent de « faire de la théologie autrement ». La quatrième édition, organisée par l'Église protestante unie de France (EPUdF) et l'Institut protestant de théologie (IPT) en collaboration avec le Défap, s'est tenue du 25 au 30 août 2023 à Paris sur le thème : « Résister face aux injustices ». L'EPUdF est revenue sur cette édition 2023 à travers deux podcasts que vous pouvez écouter ci-dessous, et au cours desquels vous pourrez entendre les témoignages de Jeanne, de Victoire, mais aussi ceux d'Erwan, d'Emmanuelle et d'autres participants ou organisateurs...

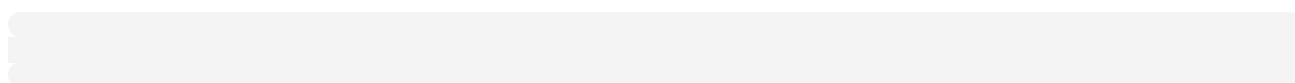
Alternative théologie tient donc à la fois du camp de jeunes et du séminaire. Il s'agit de montrer que la théologie n'est pas qu'une affaire de spécialistes, que parler de Dieu, de sa foi, de ses questions, c'est à la portée de toutes et de tous. « L'occasion de faire de la théologie avec des gens qui ne sont pas des théologiens », selon le mot d'Elian Cuvillier, professeur à l'IPT-Montpellier et l'un des intervenants de ce rendez-vous. Pour Éline, membre à la fois de l'équipe du Défap et du réseau Jeunesse de l'EPUdF, et qui faisait partie de l'équipe d'organisation, il s'agissait de « donner de

l'appétit pour la théologie, de la rendre accessible, peut-être de susciter chez les participants l'envie d'aller plus loin ; mais de manière alternative, avec les outils de l'éducation populaire. Et c'était là tout l'enjeu : réussir à travailler avec une démarche pédagogique à la fois populaire et universitaire. » Avec des intervenants dont certains étaient des professeurs de théologie, d'autres non ; et des modules favorisant les échanges avec les participants.

Des journées très rythmées



[Voir cette publication sur Instagram](#)



Une publication partagée par Défap (@defap_mission)

Le choix du thème de cette année était parti d'une réflexion initiée par le Défap, et lancée au sein du réseau Jeunesse de l'EPUDF, sur les discriminations (un sujet qui trouvait des échos dans l'exposition « Deviens un héros », achetée par l'EPUDF en partenariat avec le Défap). Puis, au fil des réunions avec les enseignants de l'IPT, cette thématique a été élargie aux injustices, et aux moyens d'y résister. Avec au final trois axes : l'un s'intéressant à la finalité (à quoi on résiste ?), un autre à la personne impliquée (qui résiste ?), et un troisième aux moyens (comment résister ?). Pour les illustrer, aux côtés des divers intervenants et des enseignants de l'IPT, des témoins sont venus évoquer leurs engagements. C'était le cas de Rodolphe Gozegba, venu de Bangui pour faire un doctorat de théologie en France avec le soutien du Défap, puis retourné en République centrafricaine pour y fonder une association : A9, une structure impliquée à la fois dans l'environnement et la cohésion sociale. Elle s'est fait connaître notamment à travers un programme d'agriculture urbaine, qui a permis de former des centaines de familles de la capitale centrafricaine. C'était encore le cas de Marilyn Pacouret, impliquée dans le programme EAPPI : cette initiative du COE (Conseil œcuménique des Églises), dont le nom complet est Ecumenical accompaniment program in Palestine and Israel, soutient les efforts de Palestiniens et d'Israéliens engagés pour la paix dans leurs actions non violentes pour mettre fin à l'occupation. EAPPI est soutenu par le protestantisme français depuis ses origines en 2002. En France, le suivi administratif des volontaires qui y prennent

part est assuré par le Défap.

Intervenant sur le module « Qui résiste ? », Éline Ouvry a été amenée à évoquer la formation des volontaires au Défap, qui peuvent être confrontés à des situations difficiles en cours de mission : « On invite nos envoyés à ne pas se positionner comme des sachants et des sauveurs, mais plutôt à être dans une posture d'écoute pour trouver comment travailler avec les partenaires ». L'occasion de s'initier à un exercice d'écoute active pour apprendre à ne pas projeter ce qu'on perçoit comme besoin de l'autre... Mais au-delà des séances de brainstorming, des débats et des ateliers, il y avait aussi ces temps spirituels quotidiens : « God morning » – une lecture et un chant pour commencer la journée... Alternative théologie a aussi emmené les participants hors des murs de l'IPT, lors d'une visite du Défap, ou encore d'un culte à la paroisse EPUdF de l'Oratoire.



[Voir cette publication sur Instagram](#)

Une publication partagée par Défap (@defap_mission)

Gros plan sur les volontaires du Défap : rencontre avec Anne-Sophie Macor

Anne-Sophie Macor est responsable du recrutement, de la formation et du suivi des volontaires du Défap (les « envoyés »). Elle a rejoint l'équipe au cours du premier trimestre 2023. Au micro de Guylène Dubois, elle évoque pour Fréquence protestante son parcours, qui l'a amenée de la Cevaa (la Communauté d'Églises en mission) au Défap, deux institutions proches qui s'occupent, chacune à sa manière, d'envoi de

volontaires. Elle fait aussi le point sur les spécificités du Défap, sur la formation qui est dispensée aux « envoyés » avant leur départ, et sur l'évolution des profils et des missions.



Session 2023 de la formation des envoyés du Défap : les participants s'installent avant la présentation de l'équipe du Défap... © Défap

Nouvelle saison, et quelques changements pour « Courrier de mission », l'émission radio du Défap. Changement d'horaire tout d'abord : à partir de ce mois de septembre 2023, c'est tous les troisièmes dimanches du mois, à partir de 13h15, que vous pourrez l'écouter sur [Fréquence protestante](#). Vous avez ainsi pu découvrir ce dimanche 17 septembre une nouvelle personnalité aux manettes de l'émission : Guylène Dubois, dont vous aviez pu suivre [les reportages au sein d'Églises de la Cevaa sur Radio FM+](#). Parmi les autres évolutions, si vous habitez dans la région de Montpellier, vous pourrez justement

écouter « Courrier de mission » sur [Radio FM+](#), qui coproduit désormais l'émission. Pour le reste, le format demeure identique, et vous pourrez découvrir au fil de nos rendez-vous le fonctionnement du Défap, les relations qu'il entretient avec des Églises partenaires présentes dans près d'une trentaine de pays, les missions menées par ses envoyés... ainsi que les pays où ils interviennent. Avec, pour cette émission de rentrée, une première rencontre avec Anne-Sophie Macor, qui s'occupe précisément du recrutement, de la formation et du suivi des volontaires.

Anne-Sophie Macor connaissait le Défap bien avant d'y travailler. Car même si elle n'a rejoint l'équipe qu'en février 2023, elle avait déjà travaillé de nombreuses années au sein de la [Cevaa](#), la Communauté d'Églises en mission, co-héritière avec le Défap de la Société des Missions évangéliques de Paris, et qui regroupe une grande partie des Églises partenaires du Service protestant de mission. Au micro de Guylène Dubois, elle revient sur son parcours, sur les similitudes et les différences entre la gestion des volontaires au sein de la Cevaa et au sein du Défap... Et elle évoque le parcours des « envoyés » du Défap, depuis le premier contact jusqu'à la fin de leur mission.

Gros plan sur les volontaires du Défap : rencontre avec Anne-Sophie Macor, émission présentée par Guylène Dubois

Courrier de Mission

Émission du 17 septembre 2023 sur Fréquence Protestante

Comment devient-on envoyé du Défap ?

Comme le résume Anne-Sophie Macor, « l'essence même du Défap, c'est le témoignage et la relation ». Toutes les [missions proposées aux volontaires](#) s'inscrivent dans ce contexte, et

dans des relations d'Églises établies et entretenues depuis de nombreuses années. Il ne s'agit donc pas de relations d'assistance ou de dépendance, mais de liens tissés par-delà les frontières entre des communautés ayant la foi comme dénominateur commun, et engagées dans une entraide mutuelle. Cette spécificité explique les [différences de statuts](#) entre les différents types d'envoi de personnes : le Défap envoie ainsi des VSI (Volontaires de Solidarité Internationale, qui représentent la plus grande partie du contingent des volontaires formés chaque année) ; des services civiques ; et aussi des pasteurs, issus de ses Églises membres. Dans tous les cas, ces envois de personnes se font dans le cadre de missions co-construites avec les partenaires du Défap qui accueillent les volontaires sur place.

VSI et service civique correspondent à des cadres légaux fournis par les autorités françaises – et de nombreuses ONG envoient des volontaires sous ces deux statuts ; l'envoi de pasteurs, en revanche, est plus spécifique au milieu ecclésial dans lequel se situe le Défap. Le statut de VSI permet à des volontaires de tous âges de valoriser leurs compétences à travers une mission d'intérêt général, de service à la population ; les volontaires mettent leurs compétences au service des partenaires du Défap dans le cadre de leur mission, pour laquelle est établi un cahier des charges. Le statut de service civique correspond à une logique différente : il s'agit plutôt d'offrir à des jeunes, souvent encore engagés dans des études, un cadre pour acquérir de nouvelles expériences à l'occasion d'une année de césure ; de leur permettre d'avoir un temps privilégié pour réfléchir à leur parcours et aux orientations qu'ils ou elles veulent choisir. L'accent est plutôt mis sur le cheminement de la personne. Les pasteurs, enfin, partent pour des missions d'accompagnement pastoral auprès d'Églises des départements et régions d'outre-mer, ou auprès de communautés d'autres pays : en lien avec l'ACO (l'Action Chrétienne en Orient), le Défap a ainsi formé et envoyé des pasteurs auprès de l'Église de Beyrouth, auprès

des communautés coptes du Caire et d'Alexandrie...



Un envoyé du Défap intervenant pour une mission d'enseignement à Madagascar © Défap

Le Défap a actuellement une quarantaine d'envoyés en mission. Certains qu'il a directement recrutés et dont il a défini les missions avec ses partenaires ; d'autres par intermédiation. Un certain nombre d'associations passent en effet par le Défap pour pouvoir envoyer leurs propres volontaires : c'est le cas de la [Mission mennonite](#), du [SFE](#), de la [WEC](#), de [MENA](#)... Sur cette quarantaine de volontaires, 25 sont des « envoyés portés » dans le cadre de ce dispositif. Comme le souligne Anne-Sophie Macor, cela ne signifie pas nécessairement que le Défap forme une quarantaine de personnes chaque année : car les missions des VSI peuvent être prolongées, et durer de un jusqu'à six ans. Enfin, le Défap s'inscrivant pleinement dans les relations encouragées par la Cevaa, avec des échanges et des témoignages allant aussi bien du Nord vers le Sud que du Sud vers le Nord, le Défap a également des services civiques effectuant des missions en France, et issus d'Églises

partenaires dans divers pays.

Quel est le profil type de l'envoyé du Défap ? Il ne se définit pas tant par l'âge, l'attirance pour tel ou tel pays ou les compétences, que par la capacité à travailler à des missions d'intérêt général dans le cadre d'Églises ; par la capacité à vivre une expérience à l'international, dans un milieu et une culture très différents, et à se laisser interpeller. Les volontaires qui partent avec le Défap peuvent ainsi être de jeunes adultes encore dans un cursus d'études, ou des personnes ayant déjà eu une vie professionnelle bien remplie. Pour tout le monde, la période de formation est une étape essentielle : « le but, souligne Anne-Sophie Macor, c'est que la personne soit outillée pour qu'une fois sur son champ de mission, elle sache comment se comporter » en fonction des circonstances. Parmi les divers modules, certains donnent des bases sur les relations interculturelles. Sur la sécurité. Sur ce qu'implique d'effectuer une mission dans un milieu d'Église. D'autres abordent par exemple les crises en contexte interculturel : comment réagir, comment décrypter la parole de l'autre en fonction de son contexte ? Une partie des interventions sont faites par des professionnels, d'autres par des membres de l'équipe du Défap. Cette session de formation donne aussi la parole à d'anciens envoyés, dont les témoignages permettent de nourrir les réflexions sur le sens de l'envoi et de déconstruire les mythes associés au volontariat international. Un temps bref, d'une dizaine de jours, mais intense, et au cours duquel, comme le disent les membres de l'équipe du Défap, « on voit les gens changer ».



La « photo de famille » des participants de la session 2023 de formation des envoyés du Défap © Défap

Après vient le temps de la mission, au cours duquel chaque volontaire bénéficiera d'un suivi du Défap. Enfin, l'étape du retour est essentielle. Le Défap organise chaque année, généralement en octobre, une « session retour » pour permettre aux volontaires revenus de mission de faire le point sur ce qu'ils et elles ont vécu. Il s'agit de réaliser un « debriefing » en groupe sur les expériences des uns et des autres, voir quels enseignements en tirer pour chacun, se positionner pour la suite... « La mission ne prend vraiment fin qu'après cette session retour », souligne Anne-Sophie Macor. Elle peut toutefois trouver des prolongements : par exemple, les paroisses des Églises membres du Défap sont incitées à faire témoigner ces volontaires de leur expérience vécue dans un autre pays et au sein d'une autre Église. Et même après leur retour en France, « certains restent très attachés au

projet auquel ils ont travaillé ». L'expérience du volontariat à l'international est bien plus qu'une parenthèse : c'est une période au cours de laquelle la vie peut prendre de nouvelles orientations. Les échanges, ça vous change...

Maroc : appel à la générosité après le séisme

Le Défap offre trois bourses pour suivre une formation de cinq mois au Maroc, à Rabat, dans le cadre du certificat Al Mowafaqa. Peuvent être concernés aussi bien des pasteurs ou des étudiants que toute personne intéressée par le dialogue interreligieux.